

## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: DELIQUESCENCE ETATIQUE ET RECONSTRUCTION NATIONALE POST-ELECTIONS

### [ CENTRAL AFRICAN REPUBLIC: STATE FAILING AND NATIONAL RECONSTRUCTION POST-ELECTIONS ]

*MBAYA MUMPUNGA Hervé<sup>1</sup> and OTSHUDI SHOTSHA Augustin<sup>2</sup>*

<sup>1</sup>Assistant, chercheur et doctorant à l'Université de Lubumbashi, RD Congo

<sup>2</sup>Assistant, chercheur et doctorant à l'Université de Lubumbashi, RD Congo

---

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** Plagued by coups and political crisis that gradually destroyed the state apparatus, central african republic comes out from a humanitarian and security crisis marked by a political and religious context. The international community had to get involved to restore peace. The last elections won by Touadera open a new era. Reconstruction seems to be vital. Our concern is to know how these new elections may contribute to national reconstruction.

Challenges are enormous : restoration of the rule of law by ensuring respect of the constitution, restoration of state authority throughout the national territory in addition to the reform of security forces by instructing and equipping them, promoting peaceful coexistence and inter-sectorian in equality and ethnic geopolitical balance.

This reflection is not only spot to mark the way for national reconstruction but also to restore the state sovereign powers. The government, the country's elite can use it to project the future.

Results confirm that the central african republic is a failed state whose sovereignty has difficulty to manifest. Perspectives thoughts for national reconstruction have three sectors : political sector initiated with general elections and the new constitution for a sustainable democratization, economic sector based on industrialization by exporting while offering a secure and an attractive business environment to investors, social cultural sector projected on welfare of all central africans when promoting inter-ethnic and inter-faith coexistence.

**KEYWORDS:** elections, challenges, sovereignty, democratization, industrialization, coexistence.

**RESUME:** Rongée par des coups d'Etat et des crises politiques qui ont progressivement détruit l'appareil étatique, jusqu'à la dernière déclenchée par la séléka, La Centrafrique sort d'une crise sécuritaire et humanitaire au contexte politico-religieux. La communauté internationale a dû s'impliquer pour rétablir la paix. Les dernières élections présidentielles remportées par Faustin-Archange Touadéra ouvrent une nouvelle histoire. Le besoin de la reconstruction s'impose. Notre préoccupation est de savoir comment ces nouvelles élections peuvent constituer un facteur de relance de la reconstruction nationale.

Les défis à relever sont énormes : restauration de l'Etat de droit c'est-à-dire garantir le respect de la constitution, restauration de l'autorité Etatique sur l'ensemble du territoire national en procédant à la réforme des forces de sécurité c'est-à-dire les instruire et les équiper, promouvoir la cohabitation pacifique intercommunautaire et interconfessionnelle dans l'égalité et l'équilibre géopolitique ethnique.

La présente réflexion se tache non seulement de baliser les voies à une reconstruction nationale, mais aussi de restaurer les compétences régaliennes étatiques. Le gouvernement, l'élite du pays pourront s'en servir afin de projeter l'avenir.

Les résultats confirment que la Centrafrique est un Etat déliquescents dont la souveraineté a de la peine à s'affirmer. Les perspectives pensées, abordent la reconstruction nationale en trois dimensions : la dimension politique déclenchée avec les élections et la nouvelle constitution en vue d'une démocratisation durable, la dimension économique basant sur

l'industrialisation par des exportations offrant aux investisseurs un environnement des affaires attractif et sécurisé, la dimension socioculturelle projetée sur le bien-être du centrafricain ainsi qu'à une promotion de la cohabitation intercommunautaire.

**MOTS-CLEFS:** élections, défis, souveraineté, démocratisation, industrialisation, cohabitation.

## 1 INTRODUCTION

La déliquescence de l'Etat en Relations internationales est directement liée au principe de souveraineté. Ceci renvoie à la responsabilité exclusive dont jouit tout Etat sur la gestion de ses affaires intérieures. Elle demeure un principe fondamental du système international, consacré par la charte des Nations unies. La déliquescence sur le plan sécuritaire, humanitaire, politique et économique d'un Etat membre des Nations unies, doit interpeller la communauté internationale (Etats, organisations internationales, ONG) en particulier l'ONU, soit pour des raisons de principe, soit encore à cause des processus de contagion que les indices de déliquescence sont susceptibles d'engendrer, peut être appelée à répondre à la déliquescence avérée ou dont le risque d'occurrence est élevé de certains Etats d'abord parce que les Etats déliquescents dérogent aux principes du droit international, aux droits de l'homme, et souvent aux traités. Mais aussi parce qu'ils représentent une menace pour la stabilité et la sécurité internationales, parce qu'ils sont vulnérables au terrorisme et aux troubles ou conflits armés<sup>1</sup>.

Logiquement un conflit dans un pays peut contaminer les autres Etats de la région (les problèmes des réfugiés, territoires de replis des rebelles). Sur le plan politique les risques suscités par les Etats déliquescents justifient la mise en œuvre d'action collective et l'appui apporté à leur consolidation. Ce qui justifie l'adoption par le conseil de sécurité des Nations unies des résolutions, après consentement de l'Etat concerné, le déploiement des forces onusiennes d'intervention afin de rétablir la paix et la sécurité. Des indices ci-après conduisent le conseil de sécurité à adopter des résolutions de déploiements des contingents onusiens dans un Etat membre : l'existence d'une menace réelle mettant en mal la paix et la sécurité internationales ; l'entrave aux intérêts d'un ou de plusieurs Etats (intérêts vitaux, stratégiques, de puissance)

Plusieurs caractéristiques permettent d'identifier un Etat déliquescents, parmi lesquelles : un Gouvernement central si faible ou inefficace n'exerçant qu'un control marginal sur son territoire ; la contestation de la légitimité du Gouvernement dans la prise des certaines décisions ; l'absence des services publics essentiels ; la corruption généralisée ; la crise économique.

L'identification d'un Etat déliquescents passe également par des indicateurs sociaux tels que : l'accès difficile à l'alimentation et en eau potable, des problèmes environnementaux<sup>2</sup> ; conflits intercommunautaires sur base des injustices récentes ou passées, y compris sur plusieurs siècles incluant certains crimes restés impunis contre des communautés et des groupes, l'institutionnalisation de l'exclusion politiques, l'ostracisme en direction des groupes accusés d'accaparer richesses et pouvoir<sup>3</sup>.

Il existe également des indicateurs économiques de déliquescence d'un Etat : les inégalités de développement, des inégalités réelles ou perçues entre des groupes au niveau de l'éducation, de la répartition de richesses, des emplois ; il s'observe le déclin de l'économie mesuré par un indice de déclin global en termes de certains pourcentages<sup>4</sup> incluant PNB,

<sup>1</sup> Un Etat défaillant est celui qui ne remplit pas les fonctions régaliennes essentielles en matière d'ordre public, de police, de justice et qui ne parvient pas à s'opposer aux troubles internes, aux crises politiques provoquant des guerres civiles et l'exode de certaines populations. Lire la définition d'André Cartapanis, « Etat défaillant » qui capture l'Etat ?, Paris, PUF, p.120, 2012.

<sup>2</sup> Les problèmes environnementaux auxquels fait face un Etat déliquescents sont les plus souvent des inondations dues à l'extension des zones habitées souffrant de non respect des normes urbanistiques, des problèmes de frontières basés sur des propriétés ou des occupations de terres entre les différentes tribus qui le composent. Le rapport the Fund for peace « demographic pressures » publié le 23 décembre 2007, nous en informe en large.

<sup>3</sup> The Fund for peace « sharp and/or severe economic decline » du 23 du 23 décembre 2007.

<sup>4</sup> La formule de calcul modifiée en 2011 de l'indice de développement humain =  $\sqrt[3]{Ivie \times I\text{éducation} \times I\text{revenu}}$  dont l'vie renvoie à l'indice de longévité à valeur maximale de 83,4 ans, l'éducation renvoie au taux de scolarisation dont la valeur maximale considérée est de 13,1 ans, l'revenu renvoie au revenu national brut par habitant évalué à 107,721\$ voir dans le rapport de développement humain du PNUD : notes techniques de calcul de l'IDH, 2011.

PIB, IDH, revenu individuel moyen, endettement, taux de mortalité infantile par an, niveau de pauvreté, une chute rapide des prix des matières premières, des revenus, de l'investissement direct étranger, l'existence de plusieurs réseaux œuvrant dans le secteur de l'économie informelle. L'incapacité de l'Etat à payer salaires et pensions<sup>5</sup>.

Enfin des indicateurs politiques permettent aussi d'identifier la déliquescence dans un Etat : la criminalisation et la délégitimation du pouvoir se traduisant par la corruption endémique, le pillage institutionnel systématique, la résistance à la transparence et aux pratiques de bonne gouvernance<sup>6</sup> ; à ceci s'ajoute la détérioration graduelle des services publics rongés par la disparition des fonctions de base à destination des citoyens privilégiés tels que la police, l'éducation, le système de santé, le système de transports ; l'usage des agences de l'Etat au service des élites dominantes notamment les forces de sécurité, la Banque centrale, l'administration présidentielle, les services de douanes et de renseignements<sup>7</sup>. Les violations généralisées des droits de l'homme est une importante pondération dans les statistiques de déliquescence d'un Etat lorsqu'il y a émergence du pouvoir autoritaire ou dictatorial manipulant ou suspendant les institutions démocratiques; éruption de violences politique à l'encontre de la population civile, couplées à l'augmentation du nombre des prisonniers politiques ou dissidents où il est refusé un procès en phase avec les normes internationales, la restriction de la presse et des droits religieux<sup>8</sup> l'état de déliquescence se précise par l'intervention d'autres puissances : engagements militaires ou paramilitaires d'armées étrangères, Etats, groupes ou entités, qui ont pour résultat de bouleverser l'équilibre local des forces et empêcher la résolution d'un conflit, la sur dépendance vis-à-vis de l'aide externe ou des missions de maintien de la paix<sup>9</sup>.

Depuis son indépendance, la République centrafricaine, considérant les caractéristiques et indicateurs fournis ci-dessus, présente des indices d'un Etat en déliquescence. En effet, le manque de légitimité dû à la succession de coups d'Etat, le changement intempestif des constitutions taillées selon la volonté du commandant suprême, la personnalisation du pouvoir, le fossé entre la société civile et l'appareil étatique, un manque de ressources, une mauvaise gestion des institutions, la négligence des forces de sécurité, l'instabilité en provenance des pays voisins ont rongé jusqu'à l'affaiblissement de l'appareil étatique. La dernière crise occasionnée par la chute du pouvoir de François Bozizé à l'avènement de la rébellion de la séléka dirigée par Michel Djotodia, a laissé le pays dans un état sécuritaire et humanitaire chaotique qui n'a pas laissé indifférente la communauté internationale ; l'ONU, l'UA, et la France ont déployé des contingents pour le rétablissement de la paix. L'Union africaine(UA) par la résolution 2127 du conseil de sécurité de l'ONU voit son rôle être renforcé dans la problématique de la paix en République Centrafricaine, le 5 décembre 2013. Cette résolution porte création de la mission internationale de soutien à la Centrafrique<sup>10</sup> (MISCA) succédant ainsi à la mission de consolidation de la paix en Centrafrique(MICOPAX)<sup>11</sup>. Le conseil de sécurité adopta la résolution 2149 le 10 avril 2014 portant création de la mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies(MINUSCA) de jure, la BINUCA intègre la MINUSCA. Cette intervention fut conforme au chapitre VII de la charte des Nations unies<sup>12</sup>. La Centrafrique sortie d'une transition politique qui fut dirigée par Catherine Samba Panza se trouve désormais sur la voie de la reconstruction<sup>13</sup> qui a pris corps lors des élections présidentielles ayant abouti à la victoire de Faustin-Archange Touadéra. Le nouvel élu hérite d'un Etat dévasté considérant des indicateurs fournis

<sup>5</sup> Walzer, M., « The Politics of rescue » *Social research*, n° 62, in *Printemps*, 1995, p.59.

<sup>6</sup> Plus de détails dans le rapport *The Fund for peace « criminalization and delegitimation of the state »* du 23 décembre 2007.

<sup>7</sup> *The Fund for peace explicite la détérioration des services publics dans les Etats déliquescents dans son rapport « progressive deterioration of public service »* du 23 décembre 2007.

<sup>8</sup> *The Fund for peace « widespread violation of human rights »* du 23 décembre 2007.

<sup>9</sup> *The Fund peace « intervention of other states »* du 23 décembre 2007.

<sup>10</sup> La MISCA compte un effectif de 6000 hommes avec un mandat de 12 mois, en provenance du Gabon, du Cameroun, du Tchad, de la RD Congo...lire la résolution 2127 du conseil de sécurité des Nations unies adoptée le 5 décembre 2013.

<sup>11</sup> La MICOPAX est une mission de force multinationale des Etats d'Afrique centrale(FOMAC) bénéficiant du soutien financier et logistique de l'Union Européenne et de la France, elle prend effet le 12 juillet 2008 afin d'assurer la sécurité des populations en remplacement de la FOMUC créée le 2 octobre 2002. Consulté à l'adresse : <http://www.MICOPAX-Réseau de recherche sur les opérations de paix. Org> accédé le 20 Mars 2016 à 08H 42.

<sup>12</sup> Le chapitre VII de la charte des Nations unies de 1945 prévoit une action en cas de menace contre la paix, la rupture de la paix et d'actes d'agression, de l'article 39 à 51.

<sup>13</sup> Le terme reconstruction se réfère à l'action de reconstruire, c'est-à-dire rétablir dans son état originel et imaginer autrement quelque chose qu'auparavant, selon le contexte elle est lié au temps d'après guerre ou conflit car la guerre et le conflit renvoient à la destruction. Le schéma idéal est conflit-réhabilitation-développement. Lire Vincenot, D., « Les enjeux de la reconstruction : identifier et favoriser les facteurs de paix. Agir ensemble autour d'un projet social de paix » in *Nouvelles dynamiques pour pratiquer la paix*, Paris, Ed. Irénée, juillet 2009, p.3.

ci-dessus. Les défis à relever pour la reconstruction sont énormes tant sur le plan politico-économique que sur le plan socio sécuritaire.

Il sied de souligner que la Centrafrique n'est pas à ses premières élections, moins encore à son premier processus de reconstruction nationale. En effet, dans le contexte post-guerre froide de la démocratisation du continent Africain, plusieurs pays y compris la Centrafrique sortent des régimes dictatoriaux, les uns organisent des conférences nationales souveraines comme au Zaïre, au Togo, au Congo-Brazza, tandis que les autres organisent des élections, le cas de la Centrafrique qui élit Ange-Félix Patassé président de la République en 1993. Ce dernier sera réélu en 1999. Très vite en 2003 le pays connaît un coup d'Etat opéré par le général Bozizé. Il s'observe de manière anticipative un début de reconstruction et une interruption, suivie d'instabilité.

Partant des problèmes dégagés, comment des nouvelles élections en République centrafricaine peuvent-elles constituer un facteur de reconstruction nationale ?

Le fait qu'au second tour des élections présidentielles face à Zoguélé, Faustin-Archange Touadéra a bénéficié des soutiens de 23 candidats malheureux du premier tour du scrutin<sup>14</sup>. Les avis sont positifs au sujet de la reconstruction nationale, à ce sens que tous ceux qui gravitent autour du président élu, ont déjà ou au moins une fois servi l'Etat. A ce titre des nouvelles élections viennent de mettre sur le rail le processus de reconstruction nationale. Celles-ci constituent un bon départ, vu que le président élu a bénéficié du soutien au second tour de ses adversaires du premier tour. Le défis à relever pour cette reconstruction consiste à redonner à la République centrafricaine le statut d'Etat de droit, le respect de la constitution du 14 Décembre 2015 devra s'observer, la cohésion et la cohabitation nationale devront se consolider, l'égalité de tous et l'équilibre géopolitique à l'intérieur du pays pourront traduire cette restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national. Restaurer c'est aussi penser équiper et réformer les forces de sécurité, éradiquer le chômage, la pauvreté et le sous-développement ; promouvoir le civisme afin d'éviter de retomber dans les crises antérieures. Ces nouvelles élections générales (présidentielles, législatives...) constituent un coup de pouce pour légitimer les animateurs des institutions politiques concernées (présidence, assemblée nationale, gouvernement...). Il sera pertinent que la reconstruction nationale en Centrafrique puisse revêtir de la dimension politique, économique et socio culturelle afin de remédier aux indicateurs au rouge de la déliquescence (indicateurs politiques, économiques, socio culturels).

Afin d'envisager la voie de la reconstruction et de la restauration des compétences régaliennes de l'Etat en République Centrafricaine, la présente réflexion procède des indices de déliquescence étatique, les analyser et les comprendre dans le contexte centrafricain et aboutir à la réparation des secteurs en panne. La théorie réaliste en relations internationales dans sa conception stato-centrée de la souveraineté, de l'exclusivité légitime étatique de la force et de la sécurité balise des pistes de solutions globales pour la Centrafrique.

La présente recherche connaît des étapes suivantes : retracer les origines de la déliquescence étatique de la Centrafrique, en suite dégager ses indicateurs, pour clore la réflexion avec des perspectives de reconstruction nationale.

## 2 LES ORIGINES DE LA DELIQUESCENCE DE L'ÉTAT CENTRAFRICAINE

### 2.1 APERÇU HISTORIQUE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La déliquescence de la Centrafrique est retracée depuis l'époque précoloniale où la majorité des habitants s'étaient installés depuis la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les populations de langues soudanaises ont ainsi migré à cette époque vers les forêts, pour fuir l'arrivée des guerriers peuls et les marchands d'esclaves. L'esclavage a été malgré tout un fléau omniprésent dans les plateaux de Centrafrique durant le XIX<sup>e</sup> siècle, les premiers habitants de la Centrafrique totalement couverts par la forêt étaient des pygmées babingas, suivi des bantous et des peuls<sup>15</sup>. En 1885, des explorateurs belges<sup>16</sup> découvrent la rivière Oubangui, le territoire ainsi découvert est partagé entre la France et la Belgique de part et d'autre de la

<sup>14</sup> Retrouver la liste des candidats ayant soutenu Faustin-Archange Touadéra au second tour sur <http://www.lesplumesderca.com>, consulté le 2 janvier 2016 à 11H 03.

<sup>15</sup> Kalck, P., *Histoire centrafricaine : Des origines à 1966*, Paris, l'Harmattan, 1992, p.35.

<sup>16</sup> Le capitaine Edmond Hanssens est un explorateur militaire belge, qui a participé aux expéditions de Stanley au Congo. Il fut à la tête d'une délégation d'explorateurs belges en Centrafrique près de la rivière Oubangui, lire Yves Boulvert dans *Les explorateurs de l'est centrafricain, ors tom*, Bondy, 1983, p.14.

rivière qui marque ainsi la frontière entre ces deux puissances coloniales. En 1889, sur la rive droite de l'Oubangui la première ville Française Bangui est créée et deviendra la capitale de la République centrafricaine. Elle proclame son indépendance le 13 Août 1960, admise cependant aux nations unies le 20 septembre de la même année. Située en plein cœur de l'Afrique et couvrant une superficie de 623 000 km<sup>2</sup>. Elle se dote de sa première constitution en 1958. David Dacko se fait élire président de la République alors qu'il était président du gouvernement. Il s'accapare ainsi tout le pouvoir exécutif, il est dorénavant président de la République et chef du gouvernement. En 1962, il fait du « MESAN » un parti unique et suspend la constitution. Il sera chassé du pouvoir par coup d'Etat opéré par le lieutenant-colonel Jean-Bedel Bokassa. En 1972, Bokassa se déclare président à vie de la Centrafrique, en 1976 il fait adopter une nouvelle constitution qui transforme la République en Empire centrafricain(ECA), son régime s'illustre par la brutalité et des violations massives des droits de l'homme ainsi que par un comportement fantasque comme lorsqu'il est couronné « Empereur Bokassa 1<sup>er</sup> ». Il sera évincé lors d'un coup d'Etat sous la complicité des parachutistes français « opérations Barracuda ». David Dacko renverse le régime impérial et annonce le retour à la République. La tenue des élections de Mars 1981, ramènent Dacko au pouvoir. Les résultats controversés de cet électorat engendrent une crise politique sans précédent avec effusion de sang et des pertes en vies humaines mettant en danger l'équilibre de la nation. Un autre coup d'Etat s'opère avec à sa tête le général André Kolingba alors chef d'Etat-major de l'armée.

Le vent de la démocratisation de la fin des années 1980 a balayé en République centrafricaine, le Général Kolingba, pressé par les circonstances notamment les exigences tant internes qu'externes, accepte le verdict des urnes qui porte au pouvoir en 1993 au second tour électoral Ange Félix Patassé. Ce dernier a été confronté en quasi permanence à des tentatives de coups d'Etat militaires et des mutineries de l'armée provoqués par l'instabilité économique, la crise sociale, la mauvaise gestion et la corruption. En 2003, il sera évincé de la tête de l'Etat par son ancien chef d'Etat-major le Général François Bozizé à la suite d'une rébellion. Ce dernier sera aussi chassé du pouvoir par la rébellion de la séléka conduite par Michel Djotodia, puis s'en suivra de 2013 à 2015 une grave crise sécuritaire et humanitaire au caractère ethno-religieux<sup>17</sup>. L'histoire de la Centrafrique laisse entrevoir la vulnérabilité de l'Etat sur le plan sécuritaire et politique.

## 2.2 LES GUERRES CIVILES EN REPUBLICQUE CENTRAFRICAINE

La Centrafrique a connu trois guerres civiles, qui ont marqué l'histoire du pays, ces guerres ont largement favorisé la déliquescence de l'Etat. La première guerre civile va de l'année 2004 et se termine en 2007, la deuxième surgit en 2012 et prend fin en 2013, la troisième dure de 2013 à 2014<sup>18</sup>.

### 2.2.1 LA PREMIERE GUERRE CIVILE CENTRAFRICAINE

Cette guerre commence avec la rébellion de l'union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) dirigée par Michel Djotodia, après que François Bozizé se soit emparé du pouvoir par un coup d'Etat en 2003<sup>19</sup>. Toutefois, le conflit commence véritablement en 2004<sup>20</sup> cette guerre serait liée au conflit du Darfour au Soudan voisin. Il sied de noter que l'UFDR disposait de plusieurs alliés entre autres le groupe d'action patriotique pour la libération de Centrafrique (GAPLC), le mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), et le Front démocratique centrafricain (FDC). Des combats vont s'intensifier en 2006, une marche pacifique eût lieu dans la capitale (Bangui), appelant ainsi les troupes gouvernementales à se confronter à l'UFDR, cela après qu'une attaque ait provoqué la mort de 20 membres du gouvernement et 3 rebelles<sup>21</sup>. La même année les rebelles de l'UFDR prennent le contrôle de Sam-ouandja, une ville située dans le nord de la Centrafrique, à l'espace de 3 jours une ville tomba dans les mains des rebelles, l'intervention de l'armée de l'air Française, le 14 novembre 2006 à Birao a mis un frein à l'avancée des rebelles sur la ville et entraîné des négociations entre les parties en présence (gouvernement-UFDR et alliés) sous l'égide sécuritaire de l'armée tchadienne et d'une force africaine internationale mandatée par l'ONU et autorisées par la République centrafricaine à déployer dans la ville. Depuis 2006, l'armée française a gardé une garnison composée d'une vingtaine d'hommes à Birao. En Mars 2007, des nouveaux

<sup>17</sup> Zoctizoum, Y., *Histoire de la Centrafrique, violence du développement, domination et inégalité*, Paris, l'Harmattan, 1984, Tome 2, p.85.

<sup>18</sup> Mehler, A., et Da Cruz, V., « République centrafricaine : la Démocratie n'est pas un vaccin politique formel et informel » in *L'Afrique politique*, 2000, p.197-208.

<sup>19</sup> Mehler, A., et Da Cruz, V., *Idem*, p.200.

<sup>20</sup> *Ibidem*

<sup>21</sup> Pesnot, P., *Les dessous de la Francafrique*, Nouveau monde Editions, 2008, p. 161.

affrontements eurent lieu entre les forces gouvernementales et les rebelles à Birao, menant à l'intervention de la 13<sup>e</sup> demi-brigade de la légion étrangère soutenue par des mirages F1. Le 13 avril 2007, un accord de paix est signé entre le gouvernement et l'UFDR, sa reconnaissance en tant que parti politique et l'intégration de ses combattants dans l'armée. Des négociations complémentaires ont par ailleurs, abouti à un accord en 2008 pour une réconciliation nationale, un gouvernement d'union nationale<sup>22</sup> et la planification d'élections locales en 2009 ainsi que des élections parlementaires et présidentielles en 2010, le contrôle de l'armée centrafricaine mais immédiatement reprise par les rebelles de la convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) du général Nouredine Adour. En décembre 2010, l'armée tchadienne réintervient une nouvelle fois pour reprendre la ville aux rebelles au nom du gouvernement centrafricain<sup>23</sup>.

### 2.2.2 LA DEUXIÈME GUERRE CIVILE CENTRAFRICAINE

Cette guerre explique également les origines de déliquescence de l'Etat centrafricain. Il s'agit d'un conflit qui a éclaté en décembre 2012 entre le gouvernement et les opposants groupés au sein de la séléka<sup>24</sup>. Ces rebelles s'emparent de plusieurs villes (Bria, Batangafo, Bambari...), accusent le président centrafricain François Bozizé d'avoir failli à respecter les accords de 2007 qui mirent fin à la précédente guerre civile<sup>25</sup>. Les Forces armées centrafricaines ne parviennent pas à y faire face. Le Tchad voisin répond aux appels du président Bozizé et déploie des troupes d'interposition. La France en revanche décline l'appel du gouvernement, l'Elysée exprime son désir de ne pas s'impliquer dans le conflit, mentionnant que « les troupes Françaises ne sont présentes que pour protéger les ressortissants Français et non pour intervenir dans un conflit interne ou pour protéger un régime ». Des centaines de protestataires pro-Bozizé s'en prennent à l'Ambassade de France à Bangui, accusant Paris de ne pas les soutenir contre la rébellion ; les soldats Français ont empêché les manifestants d'entrer dans le bâtiment, où une cinquantaine des ressortissants Français s'étaient réfugiés. Washington et L'ONU décident de rapatrier leurs employés non-indispensables<sup>26</sup>. Les rebelles, malgré qu'ils prenaient du terrain ont exprimé par le secrétaire général de la séléka, Justin Kombo Moustapha, joint par RFI d'« être prêts à négocier sans conditions » avec le gouvernement centrafricain.

Le 11 janvier 2013, un accord initié par la CEEAC<sup>27</sup> est signé à Libreville entre les Forces gouvernementales et les rebelles dont les clauses gardent au pouvoir François Bozizé jusqu'en 2016, où sont prévues des élections présidentielles, le premier Ministre Faustin-Archange Touadéra est demis des ses fonctions, le nouveau premier Ministre devra être issu de l'opposition. Nicolas Tiangaye en est le promu, la dissolution de l'Assemblée nationale afin d'organiser des élections dans les 12 mois à venir, le premier ministre ainsi que tous les membres du gouvernement ne peuvent en aucun cas se présenter selon les clauses. L'accord prévoyait également le retrait de toutes les Forces militaires étrangères, à l'exception de la FOMAC (Forces multinationales de l'Afrique centrale). Contre toute attente, la séléka rompt les négociations réclamant ainsi la libération de leurs membres faits prisonniers par le gouvernement, la validation des grades des officiers rebelles, l'intégration de 2000 de leurs combattants dans l'armée nationale et le départ des militaires sud-africains. Le 24 mars 2013 le palais présidentiel tombe, François Bozizé s'exile vers le Cameroun<sup>28</sup>.

La deuxième guerre civile centrafricaine provoqua des centaines de morts des civils et plus de 3000 réfugiés centrafricains dans la province de l'équateur en RD Congo, environ 212000 personnes ont laissé leur foyer pour trouver refuge dans des brousses au nord du pays, plus de 10000 habitations ont été incendiées<sup>29</sup>.

<sup>22</sup> Hugon, P., *Les défis de la stabilité en Centrafrique*, Paris, IRIS, 2014, p. 51.

<sup>23</sup> Hugon, P., *Idem*, p.52.

<sup>24</sup> Le mot séléka tiré de la langue sango, signifie « coalition ». Elle fut constituée en Aout 2012 des parties politiques et des forces rebelles opposés au régime du président centrafricain François Bozizé. Le groupe serait aussi composé en partie des mercenaires tchadiens, libyens et soudanais. Les détails nous sont fournis par Philippe Hugon, *op.cit*.

<sup>25</sup> *Ibidem*

<sup>26</sup> Centrafrique : « Paris, Washington et l'ONU protègent leurs ressortissants » in [http:// : www. Le monde.fr](http://www.lemonde.fr) du 26 décembre 2012, consulté le 26 décembre 2015.

<sup>27</sup> La CEEAC est la communauté économique des Etats d'Afrique centrale dont la République centrafricaine est membre, créée en Décembre 1981, elle compte 11 Etats-membres et tient son siège à Libreville au Gabon.

<sup>28</sup> Hugon, P., *op.cit*, p.59

<sup>29</sup> Lire le rapport de Human Right Watch du 28 juin 2013, demandant des sanctions contre les dirigeants de la séléka.

### 2.2.3 LA TROISIEME GUERRE CIVILE CENTRAFRICAINE

Cette guerre est un conflit intercommunautaire apparu au cours de l'année 2013 en République centrafricaine. Elle oppose notamment les milices de la séléka, à majorité musulmane et fidèle au président Michel Djotodia, à des groupes d'autodéfense chrétiens et animiste, les « anti-balaka »<sup>30</sup> fidèles à l'ancien président François Bozizé et accusés d'être soutenus par des anciens militaires des Forces armées centrafricaines (FACA).

Le conflit se caractérise par de nombreuses exactions contre les civils, musulmans ou chrétiens ; un grand nombre d'entre eux fuient les villages pour se réfugier dans la brousse. La situation débouche sur une crise humanitaire importante, aggravée par le chaos sécuritaire. Suite à l'éclatement des combats à Bangui et à Bossangoa, le conseil de sécurité adopte la résolution 2127 autorisant le déploiement de la MISCA, appuyée par la France pour stabiliser la situation<sup>31</sup>. Devant l'impasse de la situation, le président Michel Djotodia et son premier ministre Nicolas Tiangaye présentent leurs démissions lors d'un sommet extraordinaire de la CEEAC le 10 janvier 2014. Le conseil national de transition élit quelques jours plus tard Catherine Samba Panza<sup>32</sup> présidente de transition de la République. Un accord de cessation des hostilités est signé à Brazzaville, le 23 juillet 2014 entre les belligérants, le gouvernement de transition et les pays voisins de la République centrafricaine. En janvier 2015 un autre accord est signé à Nairobi (Kenya), entre partisans de la séléka et ceux des « anti-balaka », l'accord n'a pris longue vie car il fut rejeté par le gouvernement de transition. Dans le cadre du Forum de Bangui, la séléka et les « anti-balaka » signent un accord de désarmement, démobilisation et réinsertion le 10 Mai 2015.

Retenons que la troisième guerre civile a causé d'énormes conséquences humanitaires, il se signale un bilan de 300000 déplacés selon les enregistrements d'Amnesty international, dénonçant également un nettoyage ethnique commis par des « anti-balaka » contre les populations musulmanes, 1000 chrétiens ont été massacrés par la séléka<sup>33</sup>, Save children récence 10000 enfants soldats en Centrafrique précisant que leur nombre a été multiplié par quatre au cours de ces deux dernières années<sup>34</sup>. Human Right Watch dans un communiqué de presse affirme avoir recensé 146 corps sans vie dans les environs de Bambari, Bakola, Mbres et Dékoa entre juin et septembre 2014. L'ONU à travers ses experts déployés sur terrain estime que les violences ont fait 2000 morts et un million de déplacés<sup>35</sup>.

Les guerres civiles que nous avons décryptées illustrent le statut d'un Etat politiquement instable, au fur et à mesure que nous évoluons dans cette réflexion petit à petit la déliquescence tend à se dévoiler.

## 3 LES INDICATEURS DE LA DELIQUESCENTE DE L'ETAT CENTRAFRICAINE

Il s'agit à ce niveau de dégager trois catégories d'indicateurs à analyser pour tenter d'affirmer ou d'infirmer la déliquescence. Les indicateurs politiques, les indicateurs économiques et les indicateurs socio culturels.

<sup>30</sup> Le mot anti-balaka signifie « anti-machette ». selon la version de la presse centrafricaine ce terme viendrait des colliers et des gris-gris appelés « anti-balles A-K » qui protégeraient ses membres contre les balles des fusils A-K 47 ; les milices anti-balaka sont formées en 2009, afin de lutter contre les zaraguinos » des bandits de grands chemins et des coupeurs de route actifs au nord et à l'ouest du pays. Lire Peter Bouchaert « silence, on tue », jeune Afrique, « décembre 2013 (ISSN 1950-1285).

<sup>31</sup> A la suite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2127 du conseil de sécurité de l'ONU, la France s'apprête à déployer 1200 soldats en Centrafrique. L'opération militaire est nommée sangaris, prend effet le 5 décembre 2013, il s'agit de la 7<sup>e</sup> intervention Française depuis l'indépendance du pays en 1960. Selon Jean-Vincent Brisset, directeur de recherches à l'institut des relations internationales et stratégiques, le nom de l'opération fait référence au papillon africain cymothoe sangaris, parce qu'« un papillon, ce n'est pas méchant, ça ne dure pas très longtemps, c'est considéré comme joli et politiquement correct ».

<sup>32</sup> Catherine Samba Panza est une femme d'Etat centrafricaine, présidente de transition de 2014 à 2016, militante des Droits de l'Homme au sein de l'association des femmes juristes de Centrafrique (AFJC), elle est maire de Bangui promue par la séléka.

<sup>33</sup> Créée en 1961, Amnesty international (AI) est une organisation non gouvernementale internationale qui défend les Droits de l'Homme. Elle a publié son rapport annuel (Février 2014) sur la crise en Centrafrique dans lequel elle dénonce un nettoyage ethnique.

<sup>34</sup> Save children est une ONGI créée en 1919, qui défend les Droits des enfants à travers le monde. Dans son rapport de décembre 2014 sur la situation en République centrafricaine, un recensement de 10000 enfants soldats est prouvé.

<sup>35</sup> Rapport des Nations unies sur le bilan de la crise centrafricaine, confirmant des crimes contre l'humanité, mais estime ne pas avoir des preuves d'un génocide. Publié le 10 janvier 2015.

### 3.1 LES INDICATEURS POLITIQUES

#### 3.1.1 LE MANQUE DE LÉGITIMITÉ

Le manque de légitimité en Centrafrique influe sur l'instabilité du pays, par le fait que depuis l'indépendance à l'exception d'Ange-Félix Patassé et Faustin-Archange Touadéra présidents démocratiquement élus, la République Centrafricaine n'a connu que des successions des coups d'Etats comme moyen d'accéder au pouvoir ; à l'issu des quels s'installent des régimes autoritaires. Des textes constitutionnels étaient changés tour à tour de manière radicale en vue de servir des intérêts personnels des putschistes, le manque de légitimité à la tête de l'Etat contribua peu à peu à la déstabilisation de l'appareil étatique, ne disposant que des constitutions taillées selon les intérêts personnels du président en exercice<sup>36</sup>.

#### 3.1.2 LA PERSONNALISATION DU POUVOIR

Le fait d'accéder au pouvoir par la force, instaurer un système politique qui centralise tout le pouvoir entre les mains du chef de l'Etat, restreindre son exercice à une certaine catégorie de la population sur des bases tribalo-ethniques illustrent bien cette personnalisation. Ainsi, les trois pouvoirs qui constituent l'Etat (pouvoir législatif, judiciaire et exécutif) fonctionnaient selon les aspirations et les manipulations du chef de l'Etat. Les droits fondamentaux dans un tel système ne peuvent qu'être bafoués. Des faiblesses au sein de la machine Gouvernementale ouvrent une brèche aux antivaleurs tels que la corruption, le clientélisme, l'improvisation, l'arbitraire, l'absence de vision politique claire, l'exclusion, l'affairisme...la personnalisation du pouvoir en réalité constitue la conception étroite et erronée du pouvoir qu'ont certains chefs d'Etat en Afrique<sup>37</sup>.

#### 3.1.3 LA NEGLIGENCE DES FORCES DE SECURITE

La négligence des forces de sécurité constitue un autre facteur d'instabilité en République centrafricaine. La part de l'armée dans le budget national en 2010 était de 0,9%. Ainsi, la garde présidentielle a souvent été privilégiée par les dirigeants centrafricains au détriment des forces armées centrafricaines (FACA). Le régime de François Bozizé en est une parfaite illustration, vu que dominée des membres appartenant à sa famille élargie et à la tribu Gbaya à laquelle il appartenait et étaient reversées dans la FACA toutes personnes lui étant hostiles.

### 3.2 LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

#### 3.2.1 L'ÉCONOMIE NATIONALE CENTRAFRICAINE

En République centrafricaine le revenu par habitant est de 446 dollars en 2014<sup>38</sup>. L'Agriculture représente 50% du PIB. Le pays comporte des gisements d'Aluminium, de cuivre, d'or, de diamant, d'uranium et des puits de pétrole<sup>39</sup> pouvant le mener au développement.

En ce qui concerne l'agriculture et l'exploitation forestière, les principales cultures sont le manioc, les bananes le maïs, le café, le coton et le tabac<sup>40</sup>. Selon la FAO, le potentiel des sols est estimé à 15 millions d'hectares. Le nord et le centre du pays représentent un bassin agricole important pour les cultures de coton et de canne à sucre. Toutefois, la faiblesse des infrastructures et du soutien à la production, qui reste majoritairement extensive, limite très fortement les rendements, très inférieurs à ceux des pays voisins. Il sied de signaler que l'enclavement du pays demeure un handicap important. En 2009, l'élevage s'appuyant sur un cheptel d'environ 15 millions de têtes<sup>41</sup>. L'exploitation forestière contribue largement au PIB avec

<sup>36</sup> Dangabo, M., *Invention de la Démocratie et de la citoyenneté en Centrafrique*, Paris, L'Harmattan, 2015, P.32.

<sup>37</sup> Gérold, G., & Mérino, M., « l'effondrement de l'Etat Centrafricain au cours de la dernière décennie : origines de la crise et quelques idées pour en sortir » in *Fondation pour la recherche scientifique*, n°08, Avril 2014, p.310.

<sup>38</sup> Henri ouikon étale dans les actes du colloque, *la problématique de développement agricole en RCA et perspectives de recherches*, en partenariat avec l'Agence centrafricaine de développement agricole, du 27 au 31 Mai 2002 à Garoua au Cameroun.

<sup>39</sup> Moussaoui, R., « RCA : les enjeux pétroliers d'un conflit » in *L'Humanité*, du 12 décembre 2013.

<sup>40</sup> Moussaoui, R., *Idem*.

<sup>41</sup> *Le Rapport de world ressources institue sur l'atlas forestier interactif de la RCA, en collaboration avec le ministère des eaux, forêts, chasse et pêche de la RCA apporte plus de détails sur l'exploitation forestière dans ce pays.2015.*



d'importantes ressources en bois tropicaux. La forêt centrafricaine couvre une superficie de 3,8 millions d'hectares<sup>42</sup>, pendant la colonisation l'hévéa pour son latex fut beaucoup exploité, actuellement les essences sont plus diversifiées.

Cependant, les premiers forages pétroliers sont réalisés au début des années 1980 par des compagnies américaines dont Grunberg, le pétrole de Gorbil, à la frontière tchadienne est concédé par le régime de François Bozizé en 2012 aux chinois de la « china petroleum corporation » de Boromata dans la zone de Birao. Il est signalé un milliard de barils de pétrole dans le pays, principalement au nord, près de la Frontière avec le Tchad<sup>43</sup>

L'uranium est aussi signalé comme ressource en Centrafrique. Dans les années 1960, un gisement de bauxite avait été découvert à Bakouma (ville située au nord-est du pays, dans la préfecture de Mbomou) par le commissariat à l'énergie atomique. Le pays posséderait environ 20000 tonnes de réserves d'uranium<sup>44</sup>. Sous le régime de François Bozizé un contrat a été signé entre le gouvernement et le Groupe nucléaire Areve<sup>45</sup>, de 18 milliards de Francs CFA équivalant à 27 millions d'Euro pour une période de 5ans portant sur un projet du gisement d'uranium à Bakouma. Pour des raisons de sécurité et de baisse mondiale du cours d'uranium due à l'accident nucléaire de Fukushima (Japon), Areve a résilié le contrat<sup>46</sup>.

La production de diamants alluvionnaires dans l'économie centrafricaine est de très bonne qualité (diamants de joaillerie) s'élève à environ 500000 carats bruts par an<sup>47</sup>. La Centrafrique figure en quatrième ou cinquième place mondiale pour leur qualité<sup>48</sup>. La production réelle est difficile à estimer car il existe une contrebande importante dans ce secteur, la production, le commerce, ainsi que la taille des diamants, sont des activités qui font régulièrement l'objet de plans visant à les nationaliser ou au contraire à les libéraliser. Les chefs d'Etat centrafricains ont toujours profité du diamant, l'empereur Bokassa les a utilisés à des fins diplomatiques comme lors de l'« affaire des diamants »<sup>49</sup>. L'exploitation des diamants alimente les différents groupes armés et la violence dans le pays. En 2013, le pays a été suspendu du processus de Kimberly<sup>50</sup> visant à lutter contre les diamants du sang (diamants issus des zones de conflits armés).

Le secteur industriel, ne semble pas être très développé par rapport aux autres pays voisins comme le Cameroun. La RCA a souffert des troubles militaires et politiques successifs, et est aujourd'hui quasiment inexistant. Quelques industries développées dans les années 1970 (manufactures de tissus, de chaussures...) ont disparu. Il en reste une production locale de bière et de transformation d'aluminium. Le secteur privé emploie environ 11000 salariés selon le ministère du travail et de l'emploi.

Les services publics (eau, électricité, téléphonie filaire...) monopole d'Etat, se retrouvent dans les situations financières difficiles, et les équipements, faute de maintenance et d'investissement, sont pour la plupart vétustes, entraînant des ruptures de services très fréquentes. Le poids de la dette dans le budget national, et la faiblesse du niveau des ressources propres, rendent la gestion de l'Etat difficile (paiement irrégulier des salaires des fonctionnaires, grèves et mouvements sociaux) et contribuent à la fragilité des institutions politiques.

<sup>42</sup> World resources institue, Idem.

<sup>43</sup> Brown, D-E., *oil and natural Gas exploration and production : national security implications for the United states and China Africa's booming oil and natural Gas*, disponible en ligne sur : [http // : www.afrique-asie.fr/menu/Afrique/6847](http://www.afrique-asie.fr/menu/Afrique/6847) consulté le 20 Mars 2016. A 16h52.

<sup>44</sup> Flichy, T., « le Tchad, clé de la paix en Centrafrique », *les Echos*, du 15 décembre 2013.

<sup>45</sup> Areve est une multinationale française du secteur de l'énergie, œuvrant principalement dans les métiers du nucléaire, ses activités sont liées à l'énergie nucléaire : extraction de l'uranium, concentration et raffinage, conversion et enrichissement de l'uranium... Lire Jean-Louis Perez & Anne Louvergeon, *le pouvoir à tout prix*, Editions du seuil, 2014.

<sup>46</sup> Granvaud, R., *Areve en Afrique. Une face cachée du nucléaire français*, Marseille, Ed. Agone, 2012.

<sup>47</sup> Hugon, P., *op.cit*, 63

<sup>48</sup> *Ibidem*

<sup>49</sup> L'affaire des diamants de Bokassa est une affaire politique révélée par le canard enchainé (un journal hebdomadaire satirique français) le 10 octobre 1979 et qui impliquait le président Valéry Giscard d'Estaing et l'ancien empereur de Centrafrique Bokassa 1<sup>er</sup>, dans les années 1970. Il s'agit d'une commande de Bokassa au comptoir national de diamant à Bangui pour une plaquette de diamants de 30 carats remis à Valéry Giscard d'Estaing évaluée à 1 million de FCFA. Lire Claude wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Paris, Editions du seuil, 1995, P.324.*

<sup>50</sup> Le processus de Kimberly est un régime international de certification des diamants bruts, qui réunit gouvernements et industriels du diamant, dans l'objectif d'éviter de négocier sur le marché mondial, l'achat des diamants présentés par des mouvements rebelles dans le but de financer leurs activités militaires. Signé le 1<sup>er</sup> janvier 2003 à Kimberly en RSA. Site officiel [http// www. Kimberlyprocess.com/](http://www.Kimberlyprocess.com/).

L'économie de la Centrafrique se caractérise par un cadre législatif désuet, le manque d'infrastructures de transport et de forte corruption, fait partie des institutions visant à l'intégration sous-régionale comme la CEMAC<sup>51</sup>. La crise politique et sécuritaire qu'a connue le pays en 2012 et 2013 a amplifié des difficultés économiques habituelles. Les prévisions s'attendent à une récession qui varie entre 14 et 20%.

### 3.2.2 LES DIFFICULTES DE L'ÉCONOMIE CENTRAFRICAINE ET CONTRAINTES STRUCTURELLES

L'économie de la Centrafrique est en panne d'après les statistiques fournies ci-haut. Parce qu'aucun leader politique, militaire ou syndical n'avait eu la vision pratique, les motivations nobles, les capacités, le courage et l'audace pour faire la critique objective de certaines méthodes anachroniques du développement, et pour faire l'ébauche de solutions qui pourraient induire des meilleurs résultats économiques immédiats ou réalisables dans un délai raisonnable. Puis les mauvaises habitudes, les comportements cupides et vieilles croyances coutumières au sein des cercles politiques centrafricains avaient indiqué qu'ils voulaient mieux s'accommoder des situations politiques et économiques difficiles et perpétuer le statu quo, plutôt que de contrarier l'autorité et d'envisager des nouvelles perspectives.

La Centrafrique est classée parmi les pays les moins avancés avec un revenu par tête d'habitant de 306 dollars, le pays a été depuis 1985 l'objet de graves crises économiques et financières dont l'indicateur premier est une baisse du PIB et un important déficit budgétaire qui ont entraîné : un appauvrissement de la population, une détérioration des infrastructures de base, du système éducatif et sanitaire. Les autres traits caractéristiques constituant des inconvénients, peuvent être soulignés par les points successifs, plus marquant sous forme d'exemples frappant : - à cause de l'enclavement du pays, il faut parcourir 1500 km pour atteindre le port de Douala à partir de la capitale Bangui, ce qui provoque un surcroît de transport, une baisse de compétitivité des produits centrafricains à l'exportation, un renchérissement du prix des produits importés et des biens manufacturés provoquent une dépendance par rapport aux deux principaux voisins, le Cameroun et le Congo-Brazzaville (donnant l'accès à la mer) et à leurs vicissitudes économiques et politiques. L'immensité du territoire et la faiblesse numérique de la population, sa dispersion et son inégale répartition rendent d'une part le contrôle des frontières difficile « concentrée dans l'ouest, le centre et le sud, la région de l'extrême nord et de l'est servent de base de repli à des rebelles tchadiens et soudanais, à des coupeurs de routes, à des braconniers »<sup>52</sup> provoquant un climat d'insécurité. Les recettes publiques sont chroniquement inférieures aux dépenses publiques, l'existence du secteur informel. D'autre part le marché centrafricain exigu et la base productive étroite caractérisé par un mode d'exploitation peu performant selon un rapport du PNUD de 2013. A tous les niveaux socioéconomiques, les ressources humaines sont insuffisantes qualitativement et quantitativement, et l'initiative privée est limitée.

Quant à l'administration, pendant plusieurs années le trésor public a été géré à vue et l'endettement et l'absence d'épargne budgétaire ont réduit la capacité d'investissement public. L'enclavement intérieur du pays interdit aux paysans de pouvoir compter sur la vente régulière de leurs excédents, d'autant plus que les routes existantes se dégradent de plus en plus, malgré les efforts d'un département des travaux publics inefficacement organisé avec très peu de moyen<sup>53</sup>. Tous les éléments précédemment cités montrent que l'économie centrafricaine reste tributaire des mouvements cycliques propres aux marchés des produits de base, dépendante de l'extérieur par exemple, les investissements étrangers représentent 3/5 des investissements et 2/3 des investissements étrangers sont français. Ces derniers se concentrent dans 38% des entreprises recensées dans le secteur moderne dans lequel la part moyenne du capital investi est de l'ordre de 70%, concentré dans les secteurs du bois, des produits consommables (boisson, tabacs), du coton et des carburants<sup>54</sup>...

### 3.2.3 LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

La dette extérieure du pays s'élève en 2014 à 634,2 millions de dollars<sup>55</sup> après sa prise de pouvoir par coup d'Etat le 15 Mars 2003, le régime de François Bozizé commença à bénéficier d'appuis budgétaires directs divers (dons de 5 milliards de

<sup>51</sup> La communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) est créée le 16 Mars 1994 par le traité de Ndjamena (Tchad) afin d'instaurer le marché commun.

<sup>52</sup> Chauvin E., « rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique-Bangui (1996-2001) » in enjeu n°40, 2009

<sup>53</sup> En 1990, 17 milliards de FCFA étaient alloués par l'association internationale de développement pour la réfection de 4000 km de routes, 720 km de pistes et des infrastructures fluviales et aériennes.

<sup>54</sup> Données fournies par le ministère de l'économie centrafricaine.

<sup>55</sup> Rapport de la CIA word Factbook publié le 11 novembre 2014.

FCFA des pays de la CEMAC, subventions de la France et de la chine...) <sup>56</sup> notamment pour assurer la régularité du paiement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat. Le FMI et la Banque mondiale sont entrés en danse pour octroyer au pays une aide financière de 8,2 millions de dollars, soit 3,7 milliards de FCFA, dans le cadre de la facilité pour les pays à faibles revenus en difficulté (LICUS) <sup>57</sup>.

En 2006, avec l'appui constant de la communauté internationale et surtout du plaidoyer décisif de la France, le pays va conclure avec le FMI un accord triennal d'un montant équivalent à 36,2 millions de DTS (environ 54,6 millions de dollars US soit 27,30 milliards de FCFA) en 2006 dans le cadre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et de la croissance (FRFC) pour la période allant de 2006 à 2009, et qui sera transformé en facilité élargie de crédit (FEC). Le conseil d'administration du FMI approuvera par la suite des augmentations de crédit d'un montant équivalent à 8,355 millions de DTS, 12,6 millions de dollars US soit 6,3 millions de FCFA, en 2008, et à 25,065 millions de DTS environ 37,8 millions de dollars US soit 18,9 milliards de FCFA). En 2010, l'accord sera prolongé de 6 mois, et un décaissement de 8,67 millions de DTS (environ 13,1 millions de dollars US soit 6,55 milliards de FCFA fut effectué <sup>58</sup>.

Le programme FRPC visait à réduire la pauvreté et promouvoir la croissance car la RCA faisait partie des pays pauvres très endettés. Le pays a atteint le point de décision en 2009, puis s'en est suivie une très mauvaise politique budgétaire due à des dépenses exorbitantes (achats d'armes en Afrique du sud, en Europe et en chine, subventions et transferts fictifs, le contrat de marché de gré à gré au profit des proches du régime) inquiétant ainsi le FMI et la Banque mondiale. Il s'observe nettement une réapparition des arriérés envers le club de paris et la Banque européenne d'investissement (BEI) en contradiction avec des engagements pris dans le cadre de l'initiative « PPTTE ». La situation économique de la Centrafrique s'est empirée avec les guerres civiles que le pays a connues.

### 3.3 LES INDICATEURS SOCIOCULTURELS

#### 3.3.1 LES INDICATEURS SOCIAUX

La République centrafricaine renferme une population de 4,9 millions d'habitants, avec une densité de 7,2 habitants/km<sup>2</sup>, elle connaît une croissance démographique de 19,4/1000. L'espérance de vie des citoyens est de 50,7 ans selon le rapport du PNUD fourni en 2014, sur l'indice de développement humain. Le taux d'alphabétisation selon le même rapport s'élève à 56,6 (+ de 15 ans), l'animisme, le christianisme et l'islam sont les trois religions qui cohabitent dans le pays.

Le pays occupe la 187<sup>e</sup> place sur les 188 pays en termes d'IDH au rang mondial, son PIB par habitant est de 335 dollars US <sup>59</sup>. L'emploi souffre des problèmes politiques et économiques des dernières décennies. Pendant plusieurs années une partie des jeunes a combattu dans les conflits armés, ou évolué dans des contextes marqués par la violence et l'absence d'instruction. Les guerres civiles ont également occasionné la fermeture des plusieurs industries, provoquant des pertes d'emplois pour des milliers des centrafricains. Le taux de chômage en 2013 selon l'organisation internationale du travail est de 8% <sup>60</sup>.

Dans le secteur de la santé depuis 2012, les populations ont été victimes des conflits politico-militaires et intercommunautaires avec des conséquences humanitaires, sociales et économiques importantes (des pertes en vies humaines, des blessés, des déplacés) <sup>61</sup>. Toutes les composantes du système de santé ont été affectées : destruction de 27% des infrastructures sanitaires, pillage des médicaments et équipements, baisse de financement du secteur de la santé, rupture d'approvisionnements en médicaments, et ont contribué à l'arrêt du fonctionnement de 45% des formations sanitaires <sup>62</sup>.

<sup>56</sup> Rapport du PNUD, décembre 2004.

<sup>57</sup> Le LICUS comprend l'Angola, le Burundi, la RCA, les Comores, la guinée Bissau ; Haïti, Somalie, Soudan, Papouasie nouvelle guinée, Tadjikistan, Togo et Zimbabwe.

<sup>58</sup> Rapport des experts du FMI sur l'économie en RCA, publié le 13 juillet 2011. Le quel évoque le relâchement du contrôle budgétaire...

<sup>59</sup> Rapport du PNUD sur l'indice de développement humain en RCA, publié en décembre 2014.

<sup>60</sup> CIA word factbook du 11 Mars 2014.

<sup>61</sup> Rapport OCHA sur le bilan humanitaire de la crise centrafricaine disponible sur <http://www.reliefweb.com>

<sup>62</sup> Ibidem.

### 3.3.2 LES INDICATEURS CULTURELS

Des tensions historiques et des rancœurs récentes alimentent la rivalité entre chrétiens et musulmans de Centrafrique. Historiquement, l'islam incarne une menace. Au XIXe siècle, les razzias sont venues du nord et des sultanats musulmans, dans le cadre de la traite musulmane en direction de l'Afrique orientale. Ces rancœurs trouvent leurs causes dans le partage de l'activité économique ; les tchadiens toujours plus nombreux depuis l'indépendance (déjà 3 générations) tiennent le commerce de gros, la quincaillerie, l'extraction de l'or et du diamant<sup>63</sup>. La position limitrophe du pays face aux pays du sahel, à majorité musulmane, est depuis longtemps source de méfiance. Il se juge l'avancée du « péril musulman » bien implanté au nord et à l'est du pays depuis maintenant deux siècles, l'islam sunnite a progressé visiblement, ces vingt dernières années, dans les régions traditionnellement chrétiennes du sud et de l'ouest. Par ailleurs des nouveaux courants musulmans, certes minoritaires mais radicaux, ont fait leur apparition dans les années 2000<sup>64</sup>. La notion d'ethnicité permet de préciser les rivalités identitaires entre les peuples centrafricains. L'ethnicité fut instrumentalisée sous les régimes de Patassé et Bozizé, ce qui accentua les clivages entre le peuple du sud et celui du nord afin de diaboliser les opposants. De cela s'explique la montée des clivages religieux entre musulmans et chrétiens et un risque de basculement vers le nettoyage ethnique.

Il convient de signaler qu'aussi réelles soient-elles, ces tensions et rancœurs n'avaient pourtant jamais remis en cause, avant le coup d'Etat du 24 Mars 2013, le caractère pacifique de la cohabitation entre chrétiens et musulmans en Centrafrique. C'est la raison qui justifie la non prise en compte dans la présente recherche, des rivalités ethniques du pays. Car, dans tout Etat il existe quelques inégalités dues à des rivalités ethniques, c'est plutôt l'aspect religieux du conflit centrafricain que nous avons soulevé. La thèse d'une guerre religieuse reste cependant ouverte en considération de la réalité des milices « anti-balaka » à majorité chrétienne, et celle de la séléka à majorité musulmane, a permis de légitimer une violence extrême. Les guerres civiles que le pays a connues révèlent des insuffisances d'un Etat déliquescence face à son peuple. La question religieuse reste prépondérante de ces guerres.

### 3.4 INDICATEUR GÉOGRAPHIQUE

Située en Afrique centrale, la République centrafricaine est entourée du Cameroun à l'ouest, du Tchad au nord, du soudan et du sud soudan à l'est, de la RD Congo et du Congo-Brazza au sud. Le pays se situe entre savanes et forêt équatoriale au sud. L'enclavement du pays constitue un facteur non négligent de son retard au développement et de l'instabilité politique qui s'y vit. Sans accès à la mer, elle se situe au milieu des pays en conflits armés ou à peine sortis de conflits, et dont les tensions se répercutent sur son territoire (la présence des groupes rebelles tchadiens, soudanais, ougandais, congolais entre 2000 et 2010...) <sup>65</sup>. L'accès à la mer est indispensablement une question stratégique pour le pays, il soulève en même temps le débat sur les rapports géostratégiques actuels et futurs qui mettent en prise le devenir de la Centrafrique par rapport à elle-même et puissances sous-régionales et mondiales. Notons à ce sujet que le poste du pays le plus rapproché de la mer se trouve être la localité de Beloko, située à plus de 800 km du port de Douala sur l'atlantique<sup>66</sup>. L'enclavement du pays asphyxie l'économie qui, désintégrée et en état de ruine (faible capacité de production, l'importation des biens manufacturiers de consommation courante).

## 4 LES PERSPECTIVES DE RECONSTRUCTION NATIONALE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE POST-ELECTION.

### 4.1 LES PERSPECTIVES POLITIQUES

La dimension politique de la reconstruction en Centrafrique est à moitié consommée, celle-ci a démarré avec les élections présidentielles et législatives. L'élection au second tour de Faustin-Archange Touadéra à la présidence de la République en février 2016, illustre cette réalité. L'heure est désormais à la reconstruction du pays. La reconstruction n'intervient que là où il y a eu destruction. Elle a son sens en République centrafricaine dans la mesure où le pays sort des trois guerres civiles qui l'ont laissé dans un état de déliquescence.

<sup>63</sup> Tournyol, A., « Centrafrique : la guerre de religions n'aura pas lieu » in monde, 13 Mars 2014, P.6.

<sup>64</sup> Tournyol, A., *op.cit*, P.7.

<sup>65</sup> Mozouloua, D., « enjeux de l'accès à la mer pour la RCA » in Ursad, disponible sur <http://www.dossier economique de sango.net> consulté le 15 Mars 2016.

<sup>66</sup> Mozouloua, D., *op.cit*, P.10.

Les défis postélectoraux du gouvernement de simplice Sarandji nommé 1<sup>er</sup> ministre le 2 avril 2016<sup>67</sup> par le président de la république, sont la sécurité, la reconstruction de l'Etat et de l'économie. En ce qui concerne la sécurité, le défi de la construction des forces de sécurité et de défense est gigantesque. Depuis l'indépendance l'histoire nous renseigne que l'armée centrafricaine n'a pas été capable d'exprimer sa loyauté et sa fidélité vis à vis de la souveraineté nationale. Le nouveau président a comme impératif majeur de se doter d'un appareil de défense nationale capable de permettre au gouvernement de faire exprimer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, cette réforme devra contenir la formation, l'équipement des forces Armées centrafricaines (FACA), l'accélération du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), l'armée pourra ensuite bénéficier de l'appui technique des Nations unies et des partenaires internationaux. Elle devra ensuite impérativement se doter d'un organe autonome de conception et de coordination interinstitutionnelle capable d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité voulue par le nouvel exécutif.

La reconstruction de l'Etat est un défi qui sera incontestablement relevé sur le long terme. Mais les fondations de celle-ci et ses réformes structurelles y afférentes seront attendues dès les premiers mois de l'exercice du pouvoir. En plus des services de sécurité et de défense nationale à construire tous les autres secteurs de la fonction publique de l'Etat et de la gouvernance territoriale décentralisée sont également soit à construire soit à consolider pour réduire les inégalités sociales et territoriales du pays. Sans une stabilité politique et sécuritaire portée par le nouveau gouvernement, il sera difficile d'envisager la résolution de l'équation des centaines de milliers de réfugiés centrafricains repartis dans les pays de la sous-région.

Le président Touadéra devra sans doute au cours de son mandat réaliser les souhaits et les attentes des centrafricains. Pour ce faire, il devra opérer une véritable rupture avec les vieilles pratiques et les vieux acteurs de la vie politique centrafricaine responsables du chaos. Il devra avoir un sens inventif dans la conception des stratégies à mener. Mais force est de constater que ce sont ces derniers qui pour la plupart se sont alliés à lui lors du second tour des élections présidentielles. Au-delà de tous ces contextes politiques, sa politique doit caractériser la volonté de bannir l'impunité érigée en système de gouvernance, respecter et faire respecter les textes républicains, une politique flexible aux attentes de la population pour tenter de trouver des solutions à leurs problèmes. « Les centrafricains doivent comprendre que leur pays n'est pas un gâteau à partager » selon Ange-Félix Patassé.

## **4.2 LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES**

Les perspectives économiques que nous fournissons sont explicatives et comprises dans l'approche de l'économie politique afin de proposer un schéma théorique sur les différents types de politique économique jalonnés par le processus de développement des certains pays émergents et qui ont connu des succès dans leur application dans d'autres pays en voie de développement (Chine, Corée du sud, Brésil, Argentine, Inde...) car tous ces pays ont connu le passage entre un modèle développement économique conduit par l'Etat et tourné vers l'extérieur et un autre modèle, mettant l'accent sur le marché, la propriété privée, et une grande ouverture au commerce extérieur et à l'investissement étranger. Nous pensons que la Centrafrique pourra démarrer son développement économique en empruntant ce chemin<sup>68</sup>.

Pour le développement économique de la République centrafricaine, nous proposons le modèle de « l'industrialisation fondé sur la promotion des exportations ». Ce modèle a été expérimenté par les pays de l'Asie de l'est et du sud-est ont suivi ce type de développement basé sur une stratégie d'exportation. Ce sont des pays nouvellement industrialisés (Corée du sud, Taiwan, Singapour, Hong-Kong). Ce modèle d'industrialisation consiste à obtenir la croissance basée sur l'exportation des produits manufacturiers. Pour la réussite de cette stratégie en Centrafrique, il faudra que le gouvernement puisse obliger les entreprises à exporter et à affronter la concurrence des économies au niveau sous régional et régional. Il convient également pour le gouvernement de déterminer les objectifs à moyen terme, financer en partenariat avec les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) quelques secteurs stratégiques et protéger les industries, mais en créer et promouvoir une pluralité. Il convient pour le gouvernement de solliciter une aide financière pour l'accompagnement des réformes.

---

<sup>67</sup> Décret présidentiel n°16.485 portant nomination des membres du gouvernement en RCA.

<sup>68</sup> Thiebault, J-L., « comment les pays émergents se sont-ils développés ? La perspective de l'économie politique » in revue internationale de politique comparée, n°1, vol 18, Mars 2011, P.254.

L'Etat centrafricain convient de garder le contrôle du moteur de développement dans tous les secteurs macroéconomiques (infrastructure, construction, électronique et bancaire). C'est ce qui s'appelle la notion « d'Etat développeur » qui se caractérise par une structure d'autorité centralisée, qui pénètre dans la société. L'Etat selon cette approche, devra profiter des avantages comparatifs des ressources naturelles abondantes et variées, une main d'œuvre disciplinée et bon marché, en accueillant des investissements étrangers par des politiques incitatives.

En résumé, les politiques publiques du gouvernement pourront se baser sur un postulat de renforcement de l'activité économique passant par la libéralisation et l'ouverture économique, multiplier des incitations fiscales, créer des zones franches, réviser le code d'investissements étrangers ou les exonérer fiscalement. Il sied de signaler que jusqu'en 2015 la Centrafrique était régie sous le modèle de la colonisation basé sur la production et l'exportation des produits agricoles et des matières premières. Ce modèle consiste à baser les politiques économiques sur la production des produits agricoles et matières premières visant à promouvoir l'exportation. Les pays d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Mexique...) ont pendant longtemps utilisé ce modèle et ont évolué d'une politique d'autosuffisance économique. La croissance de l'agriculture est importante dans ce modèle<sup>69</sup>.

### 4.3 LES PERSPECTIVES SOCIOCULTURELLES

La dimension socioculturelle de la reconstruction nationale en Centrafrique devrait se focaliser à l'amélioration des conditions de vies des centrafricains. Pour répondre au besoin de la population, le prochain gouvernement de la Centrafrique dans son programme de reconstruction devra insérer l'éducation, la santé, les infrastructures de base, l'énergie, l'ensemble tourne autour des efforts pour le développement.

L'éducation constitue la clé du développement elle donne à l'homme des aptitudes de base qui devraient lui permettre d'élever son niveau de vie. Le rôle de l'éducation dans le processus de reconstruction nationale s'appuie sur la reconversion des méthodes traditionnelles de l'enseignement importé, hérité de la colonisation. Méthodes qui s'étaient avérées incapables de créer une véritable conscience du développement chez les citoyens. Le gouvernement centrafricain devra penser à la construction et à la réhabilitation des bâtiments scolaires à travers le pays et enfin mettre en œuvre une politique de hausse de taux d'alphabétisation, adopter un programme d'enseignement conforme à la réalité sociale du pays.

Dans le secteur sanitaire, il va falloir construire, réhabiliter et équiper les centres de santé et hôpitaux à travers le pays, améliorer des conditions salariales du personnel de santé, les rendre accessibles à toutes les couches de la population. Reformuler le secteur de santé permettra de réduire le taux de mortalité dans les centres hospitaliers du pays.

Les infrastructures sociales de base, font allusion à la reconstruction de voies de communication pour faciliter le transport des marchandises et des personnes. Le secteur d'énergie ne passera pas inaperçu dans le programme de reconstruction car il s'agit d'améliorer et augmenter le taux d'accès à l'électricité et à l'eau potable par la population.

La dimension culturelle de la reconstruction nous incite à marteler sur la protection du patrimoine culturelle. Les langues nationales et locales doivent être bien sauvegardées, le tribalisme et le favoritisme doivent être puni lourdement dans le but de favoriser la conciliation et la cohésion nationale. La cohabitation interconfessionnelle devra être largement encouragée par le nouveau gouvernement.

## 5 CONCLUSION

La présente réflexion a tourné sur la République centrafricaine : déliquescence étatique et reconstruction nationale post-élection. L'Etat déliquescence en Relations Internationales présente des caractéristiques généralement médiocres, entraînant ainsi une dégradation de la souveraineté.

Nous sommes partis de ces caractéristiques pour découvrir leur corrélation avec la situation qui se vit en Centrafrique, laissant entrevoir à la suite des crises à répétition et dont la dernière a causé des répercussions sécuritaires et humanitaires sans précédent qui a valu l'implication de la communauté internationale.

La présente réflexion a été subdivisée en trois points : le premier, a retracé les origines de la déliquescence de l'Etat centrafricain, afin de saisir la provenance de l'instabilité quelques siècles avant la période coloniale jusqu'à nos jours. Le

<sup>69</sup> Thiébaud, J-L., *op.cit*, P.255.

deuxième, a porté sur les indicateurs de délinquance, il a été question de décrypter les secteurs de la politique, de l'économie et du social couplé à la culture. Le troisième, a fourni des perspectives de reconstruction nationale tant sur le plan politico-sécuritaire que sur ceux économiques et socioculturel pour la reconstruction nationale en République centrafricaine, nous avons suggéré un projet de réformes.

Il a été confirmé que la République centrafricaine est un Etat délinquant dont les causes remontent de l'époque précoloniale, rongée par la suite des crises à répétition qui ont détruit progressivement l'appareil étatique, jusqu'à la dernière déclenchée par la séléka. Les dernières élections présidentielles remportées par Faustin-Archange Touadéra ont ouvert une nouvelle page dans l'histoire du pays. Il a été suggéré dans la présente réflexion de guider le processus de reconstruction nationale. La démocratisation du pays se tache de restaurer un Etat de droit, l'autorité de l'Etat, la bonne gouvernance et l'égalité. Il a été suggéré la réforme du modèle de développement en optant pour celui de l'industrialisation basée sur les exportations. L'amélioration des conditions de vies du centrafricain, dans l'éducation, la santé, l'accès à l'énergie...la cohésion et la cohabitation interculturelles, interconfessionnelles, interethniques devront refléter cette reconstruction nationale, ont constitué nos perspectives socioculturelles.

La République centrafricaine vient de vivre une crise sécuritaire et humanitaire au contexte politico-religieux qui a duré trois années. La communauté internationale vient mettre fin à ces violences. Il est impérieux de reconstruire la Centrafrique dans le but d'offrir aux investisseurs un environnement des affaires absolument attractif et sécurisé. Quelque 70% de la population vivaient encore en dessous du seuil de pauvreté en 2014. Pourtant le pays regorge de gisements d'uranium, de pétrole, de diamant, d'or et de cuivre. Reste à savoir si les « anti-balaka » et les séléka sauront se tenir sagement à l'écart de cette nouvelle page d'histoire de la Centrafrique. La présente réflexion n'a abordé qu'une partie de la solution post conflit. Cependant, il existe plusieurs aspects de la vie en république centrafricaine tels que la menace terroriste qui plane sur le Tchad sachant que ce dernier partage sa frontière avec la Centrafrique, l'implication des acteurs externes au redressement de l'économie centrafricaine.

## REFERENCES

- [1] Constitution de la République Centrafricaine de Décembre 2015.
- [2] Décret présidentiel n°16.485 portant nomination des membres du gouvernement en RCA. Du 2 AVRIL 2016.
- [3] Battistella, D., Théories des relations internationales, presses de science po, 2003.
- [4] Bissakonou, J., autre version de la crise centrafricaine, Paris, l'Harmattan, 2015.
- [5] Braillard, P., Théories des relations internationales, PUF, 1977.
- [6] Boulvert, Y., les explorateurs de l'est centrafricain, ors tom, Bondy, 1983.
- [7] Cartapanis, A., « l'Etat défaillant » in qui capture l'Etat ?, paris, PUF, 2012.
- [8] Chauvin, E., « Centrafrique » in Simon G, dictionnaire des migrations internationales ; approche géo historique, Paris, Armand colin.
- [9] Dangabo, M., invention de la Démocratie et de la citoyenneté en Centrafrique, Paris, L'Harmattan, 2015.
- [10] Daoui-wawaye A., insécurité en république centrafricaine quel rôle pour le droit i international, Paris, 2015.
- [11] Granvaud, R., Areve en Afrique. Une face cachée du nucléaire français, Marseille, Ed. Agone, 2012.
- [12] Hugon, P., Les défis de la stabilité en Centrafrique, Paris, IRIS, 2014, p. 51.
- [13] Haeri, P., de la guerre à la paix, pacification et stabilisation post conflits, stratégies et doctrines, Paris, Economica, 2008.
- [14] Koy, M, M'bringa T, Decouras P, coll ; république centrafricaine : les vicissitudes du changement, Paris, L'Harmattan et Cean, 1995.
- [15] Kalck, P., Histoire centrafricaine : Des origines à 1966, Paris, l'Harmattan, 1992.
- [16] Malavaux C., guerres et conflits récents. La représentation de la guerre dans les conflits récents : enjeux politiques, ethniques et esthétique, Lille, université de Lille 3.
- [17] Maret, j. la fabrication de la paix, nouveaux conflits, nouveaux acteurs, nouvelles méthodes, Paris, Ellipse, 2001.
- [18] Mossoa, L., où va l'Afrique ?, Paris, l'Harmattan, 2015.
- [19] Mova, H., la science des relations internationales : Essai sur le statut et l'autonomie épistémologique d'un domaine de recherche, Paris, l'Harmattan, 2014.
- [20] Ndema, J., dialogue islamo-chrétien en Centrafrique, Paris, l'Harmattan, 2014
- [21] Paye, O., nouvel ordre mondial et maintien de la paix, l'ONU et la sécurité internationale, Bruxelles, Grip, 1992
- [22] Peemans, J., le développement des peuples face à la modernisation du monde, Paris, l'Harmattan.
- [23] Pesnot, P., Les dessous de la Françafrique, Nouveau monde Editions, 2008, p. 161.
- [24] Perez, J-L., & Louvergeon, A., le pouvoir à tout prix, Editions du seuil, 2014.
- [25] Vincenot, D., « les enjeux de la reconstruction : identifier et favoriser les facteurs de paix. Agir ensemble autour d'un projet social de paix » in des nouvelles dynamiques pour pratiquer la paix, Paris, Irénée, 2009.
- [26] wauthier, C., quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Paris, Editions du seuil, 1995, P.324.
- [27] Zartman W., la résolution des conflits en Afrique, Paris, l'Harmattan, 1990
- [28] Zocizoum Y., Histoire de la Centrafrique, violence du développement, domination et inégalités, tome 2, Paris, l'Harmattan, 1984.
- [29] Bouchaert, P., « silence, on tue », jeune Afrique, « décembre 2013 (ISSN 1950-1285).
- [30] Cartapanis, A., « l'Etat défaillant » in cahiers du cercle des économistes, 2012.
- [31] Chauvin, E., « rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique-Bangui (1996-2001) » in enjeux n°40, 2009.
- [32] Chauvin, E., « Centrafrique une crise oubliée ? invisibilité d'un conflit : formation et impacts d'une représentation » in DALIPAGIC, 2015.
- [33] Chauvin, E., « l'imbroglie centrafricaine Etat, rebelles et bandits » in Afrique contemporaine, n°248.
- [34] Danzi, G., « aperçu du théâtre Centrafricain : de 1950 à nos jours » in revue scientifique du Tchad.
- [35] Diallo, O., « intervention en Centrafrique : l'Afrique toujours en retard » in l'Afrique des idées, 2015.
- [36] Flichy, T., « le Tchad, clé de la paix en Centrafrique », les Echos, du 15 décembre 2013.
- [37] Gourdin, P., « République centrafricaine : la géopolitique d'un pays oublié » in le diplomweb, octobre 2013.
- [38] Gérold, G., & Mérimo, M., « l'effondrement de l'Etat Centrafricain au cours de la dernière décennie : origines de la crise et quelques idées pour en sortir » in Fondation pour la recherche scientifique, n°08, Avril 2014.
- [39] Kilondo, N., « les enjeux du développement dans les pays Africains » in Démocratie, Décentralisation et économie sociale du Marché, Konrad Adenauer stiftung ASBL, 2013.
- [40] Mayneri, C., « sorcellerie et violence épistémologique en Centrafrique » in CAIRN-info n°211, 2014.
- [41] Mehler, A., et Da cruz V., « République centrafricaine la Démocratie n'est pas un vaccin formel et informel » in l'Afrique politique, 2000, p.197-208.
- [42] Moussaoui, R., « RCA : les enjeux pétroliers d'un conflit » in L'Humanité, du 12 décembre 2013.
- [43] Munie, V., « Centrafrique, stratégie française et enjeux régionaux » in le monde diplomatique, n°647, 2008.



- [44] Paquisni, V., « conduite et sortie de crise : l'ONU et la gestion des crises internationales et médiation de sortie de crise, la nouvelle méthode de l'ONU » in AGIR, n°32, novembre 2007.
- [45] Thiébault, J-L., « comment les pays émergents se sont-ils développés ? La perspective de l'économie politique » in revue internationale de politique comparée, n°1, vol 18, Mars 2011, P.254.
- [46] Tournyol, A., « Centrafrique : la guerre de religions n'aura pas lieu » in monde, 13 Mars 2014, P.6.
- [47] Rapport du PNUD, décembre 2004.
- [48] Le rapport the Fund for peace, report « demographic pressures » publié le 23 décembre 2007.
- [49] The Fund for peace, report « sharp and/or severe economic decline » du 23 du 23 décembre 2007.
- [50] le rapport the Fund for peace, report « criminalization and delegitimation of the state » du 23 décembre 2007.
- [51] The Fund peace, report « intervention of other states » du 23 décembre 2007.
- [52] The Fund for peace « widespread violation of human rights » du 23 décembre 2007.
- [53] Rapport des experts du FMI sur l'économie en RCA, publié le 13 juillet 2011
- [54] le rapport de développement humain du PNUD : notes techniques de calcul de l'IDH, 2011.
- [55] OCDE, perspectives régionales des régions résilientes pour des économies plus fortes, 2011.
- [56] Save children, rapport de décembre 2014 sur la situation en République centrafricaine, un recensement de 10000 enfants soldats est prouvé.
- [57] UNDP, Africa human development report, 2012.
- [58] Rapport de Human Right Watch du 28 juin 2013.
- [59] Rapport du PNUD sur l'indice de développement humain en RCA, publié en décembre 2014.
- [60] Rapport de la CIA word Factbook publié le 11 novembre 2014.
- [61] African development Bank Group, at the center of Africa's transformation strategy for 2013-2022, 2015
- [62] Rapport des Nations unies sur le bilan de la crise centrafricaine, confirmant des crimes contre l'humanité, mais estime ne pas avoir des preuves d'un génocide. Publié le 10 janvier 2015.
- [63] Rapport de world ressources institue sur l'atlas forestier interactif de la RCA, en collaboration avec le ministère des eaux, forêts, chasse et pêche de la RCA apporte plus de détails sur l'exploitation forestière dans ce pays.2015.
- [64] <http://www.Kimberlyprocess.com/>
- [65] <http://www.Terangaweb.com>
- [66] <http://www.reliefweb.com>
- [67] <http://www.MICOPAX-Réseau.com/>
- [68] <http://www.Les plumesderca.Com>
- [69] Centrafrique : « Paris, Washington et l'ONU protègent leurs ressortissants » in <http://www.Lemonde.fr> du 26 décembre 2012
- [70] Brown, D-E., oil and natural Gas exploration and production : national security implications for the United states and China Africa's booming oil and natural Gas  
Disponible en ligne sur: <http://www.afrique-asie.fr/menu/Afrique/6847> (consulté le 20 Mars 2016)